|  |  |
| --- | --- |
| Parlement européen  2014-2019 | EP logo RGB_Mute |

<Commission>{EMPL}Commission de l’emploi et des affaires sociales</Commission>

<RefProc>2018/0196</RefProc><RefTypeProc>(COD)</RefTypeProc>

<Date>{27/11/2018}27.11.2018</Date>

<TitreType>AVIS</TitreType>

<CommissionResp>de la commission de l’emploi et des affaires sociales</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission du développement régional</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l’instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas</Titre>

<DocRef>(COM(2018)0375 – C8-0230/2018 – 2018/0196(COD))</DocRef>

Rapporteure pour avis: <Depute>Agnes Jongerius</Depute>

PA\_Legam

**JUSTIFICATION SUCCINCTE**

La proposition de règlement de la Commission établit des dispositions communes pour sept Fonds en gestion partagée.[[1]](#footnote-1)[1]

Si la rapporteure souscrit à l’objectif stratégique d’«une Europe plus sociale – mise en œuvre du socle européen des droits sociaux», elle estime que l’objectif de l’emploi et de la croissance est trop restrictif et n’est pas convaincue qu’il contribuera suffisamment à l’obtention du «triple A» dans le domaine social que le président de la Commission Jean-Claude Juncker a promis aux citoyens européens. Il est clair que les Fonds visent plus que l’emploi et la croissance, c’est pourquoi un objectif d’«inclusion sociale» a été ajouté.

Les programmes soutenus par les Fonds devraient par conséquent tenir compte des problèmes mis en évidence par le tableau de bord social étayant le socle européen des droits sociaux et par le rapport conjoint sur l’emploi et, le cas échéant, être modifiés en conséquence. Dans les cas où des mesures «correctives» sont envisagées, il convient également de prendre ces deux rapports en considération.

La rapporteure estime qu’afin de stimuler véritablement une plus grande convergence entre l’Est et l’Ouest, le Nord et le Sud, et de mieux anticiper les changements technologiques, entre autres, il est capital d’augmenter le budget global alloué à la politique de cohésion. Elle a modifié le règlement en conséquence. En outre, elle est d’avis qu’une plus grande part de ce budget devrait être réservée au FSE+ et que cette affectation sociale devrait être également garantie au niveau des États membres.

Afin de mieux soutenir les régions les moins développées et les régions en transition et de ne pas entraver la conception ou l’exécution des programmes au niveau des États membres, la rapporteure a augmenté les taux de préfinancement ainsi que les taux de cofinancement.

La rapporteure considère qu’une meilleure accessibilité des Fonds est importante en vue d’une meilleure absorption et, à cet égard, elle se félicite que la Commission ait proposé d’alléger la charge administrative et d’accroître la flexibilité. Une réduction de la charge administrative ne devrait cependant pas entraver l’inclusion des partenaires sociaux et de la société civile dans la conception et l’exécution des programmes.

AMENDEMENTS

La commission de l’emploi et des affaires sociales invite la commission du développement régional, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’article 174 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne prévoit que, pour renforcer sa cohésion économique, sociale et territoriale, l’Union vise à réduire l’écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, et qu’une attention particulière soit accordée aux zones rurales, aux zones où s’opère une transition industrielle et aux régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents. L’article 175 du TFUE dispose que l’Union soutient la réalisation de ces objectifs par l’action qu’elle mène au travers du Fonds européen d’orientation et de garantie agricole, section «Orientation», du Fonds social européen, du Fonds européen de développement régional, de la Banque européenne d’investissement et des autres instruments financiers existants. L’article 322, paragraphe 1, point a), du TFUE constitue la base juridique pour l’adoption des règles financières qui fixent les modalités relatives à l’établissement et à l’exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes annuels, ainsi qu’au contrôle de la responsabilité des acteurs financiers. | (1) L’article 174 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne prévoit que, pour renforcer sa cohésion économique, sociale et territoriale, l’Union vise à réduire l’écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, et qu’une attention particulière soit accordée aux zones rurales, aux zones où s’opère une transition industrielle et aux régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents***, telles que les régions qui souffrent de dépeuplement ou d’une dispersion de la population***. L’article 175 du TFUE dispose que l’Union soutient la réalisation de ces objectifs par l’action qu’elle mène au travers du Fonds européen d’orientation et de garantie agricole, section «Orientation», du Fonds social européen, du Fonds européen de développement régional, de la Banque européenne d’investissement et des autres instruments financiers existants. L’article 322, paragraphe 1, point a), du TFUE constitue la base juridique pour l’adoption des règles financières qui fixent les modalités relatives à l’établissement et à l’exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes annuels, ainsi qu’au contrôle de la responsabilité des acteurs financiers. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Afin de renforcer encore davantage la mise en œuvre coordonnée et harmonisée des Fonds de l’Union mis en œuvre dans le cadre de la gestion partagée, à savoir le Fonds européen de développement régional (ci-après le «FEDER»), le Fonds ***social européen plus (ci-après le «FSE+»), le Fonds*** de cohésion, les mesures financées au titre de la gestion partagée du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (ci-après le «FEAMP»), du Fonds «Asile et migration» (ci-après le «FAMI»), du Fonds pour la sécurité intérieure (ci-après le «FSI») et du Fonds pour la gestion intégrée des frontières (ci-après l’«IGFV»), il convient d’établir pour tous ces Fonds (ci-après les «Fonds») des règles financières fondées sur l’article 322 du TFUE, en précisant clairement le champ d’application des dispositions pertinentes. En outre, il y a lieu de mettre en place des dispositions communes sur la base de l’article 177 du TFUE, pour couvrir les règles stratégiques spécifiques au FEDER, au ***FSE+, au Fonds*** de ***cohésion*** et ***au*** FEAMP. | (2) Afin de renforcer encore davantage la mise en œuvre coordonnée et harmonisée des Fonds de l’Union mis en œuvre dans le cadre de la gestion partagée, à savoir le Fonds européen de développement régional (ci-après le «FEDER»), le Fonds de cohésion, les mesures financées au titre de la gestion partagée ***du Fonds social européen plus (ci-après le «FSE+»),*** du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (ci-après le «FEAMP»), du Fonds «Asile et migration» (ci-après le «FAMI»), du Fonds pour la sécurité intérieure (ci-après le «FSI») et du Fonds pour la gestion intégrée des frontières (ci-après l’«IGFV»), il convient d’établir pour tous ces Fonds (ci-après les «Fonds») des règles financières fondées sur l’article 322 du TFUE, en précisant clairement le champ d’application des dispositions pertinentes. En outre, il y a lieu de mettre en place des dispositions communes sur la base de l’article 177 du TFUE, pour couvrir les règles stratégiques spécifiques au FEDER, au ***Fonds de cohésion et aux éléments*** de ***gestion partagée du FSE+*** et ***du*** FEAMP. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis) Conformément à l’article 174 du TFUE, les États membres et la Commission devraient veiller à ce que le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion accordent une attention particulière à ces régions par des investissements stratégiques visant à améliorer leur structure territoriale, leur tissu industriel, la fourniture de services publics ou la compétitivité, contribuant en fin de compte à l’établissement durable de la population.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (5) Il convient que les principes horizontaux tels qu’énoncés à l’article 3 du traité sur l’Union européenne (ci-après le «traité UE») et à l’article 10 du TFUE, notamment les principes de subsidiarité et de proportionnalité tels qu’énoncés à l’article 5 du traité UE soient respectés dans le cadre de la mise en œuvre des Fonds, en tenant compte de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Les États membres ***devraient également respecter les obligations de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et garantir l’accessibilité conformément à son article 9 et en conformité avec le droit de l’Union harmonisant les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services. Les États membres*** et la Commission devraient chercher à éliminer les inégalités et à promouvoir l’égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu’à intégrer la perspective de genre et à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la race ou l’origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l’âge ou l’orientation sexuelle. Les Fonds ne devraient pas soutenir des actions qui contribuent à quelque forme de ségrégation que ce soit. Il convient que les objectifs des Fonds soient poursuivis dans le cadre du développement durable et de l’encouragement par l’Union des objectifs de préservation, de protection et d’amélioration de la qualité de l’environnement inscrits à l’article 11 et à l’article 191, paragraphe 1, du TFUE, compte tenu du principe du «pollueur-payeur». Afin de protéger l’intégrité du marché intérieur, les opérations au bénéfice d’entreprises doivent être conformes aux règles en matière d’aides d’État de l’Union, telles que définies aux articles 107 et 108 du TFUE. | (5) Il convient que les principes horizontaux tels qu’énoncés à l’article 3 du traité sur l’Union européenne (ci-après le «traité UE») et à l’article 10 du TFUE, notamment les principes de subsidiarité et de proportionnalité tels qu’énoncés à l’article 5 du traité UE soient respectés dans le cadre de la mise en œuvre des Fonds, en tenant compte de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Les États membres et la Commission devraient chercher à éliminer les inégalités***, à lutter contre la pauvreté*** et à promouvoir l’égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu’à intégrer la perspective de genre et à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la race ou l’origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l’âge ou l’orientation sexuelle. Les Fonds ne devraient pas soutenir des actions qui contribuent à quelque forme de ségrégation***, d’exclusion sociale ou d’isolement territorial*** que ce soit. Il convient que les objectifs des Fonds soient poursuivis dans le cadre du développement durable et de l’encouragement par l’Union des objectifs de préservation, de protection et d’amélioration de la qualité de l’environnement ***et de lutte contre le changement climatique,*** inscrits à l’article 11 et à l’article 191, paragraphe 1, du TFUE, compte tenu du principe du «pollueur-payeur». Afin de protéger l’intégrité du marché intérieur, les opérations au bénéfice d’entreprises doivent être conformes aux règles en matière d’aides d’État de l’Union, telles que définies aux articles 107 et 108 du TFUE. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 5 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(5 bis) Les États membres et la Commission devraient respecter les obligations de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et garantir l’accessibilité conformément à son article 9 et en conformité avec le droit de l’Union harmonisant les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services. L’accessibilité des personnes handicapées devrait être garantie dans tous les nouveaux projets d’infrastructure financés par les Fonds.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 5 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(5 ter) Il convient que les objectifs des Fonds soient poursuivis dans le cadre des objectifs fixés dans le socle européen des droits sociaux proclamé par les institutions de l’Union.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) Compte tenu de l’importance de la lutte contre le changement climatique ***conformément aux*** engagements pris par l’Union pour la mise en œuvre de l’accord de Paris ainsi qu’aux objectifs de développement durable des Nations unies, les Fonds ***contribueront*** à intégrer les actions pour le climat et à atteindre l’objectif global consistant à porter à ***25***% la part des dépenses du budget de l’Union contribuant à la réalisation des objectifs en matière de climat. | (9) Compte tenu de l’importance de la lutte contre le changement climatique ***afin de contribuer au financement des mesures nécessaires pour respecter les*** engagements pris par l’Union pour la mise en œuvre de l’accord de Paris ainsi qu’aux objectifs de développement durable des Nations unies, les Fonds ***devraient contribuer*** à intégrer les actions pour le climat et à atteindre l’objectif global consistant à porter à ***30*** % ***au moins*** la part des dépenses du budget de l’Union contribuant à la réalisation des objectifs en matière de climat. ***Conformément aux recommandations de la Cour des comptes européenne, la prise en compte de la dimension climatique et les mécanismes de protection du climat devraient faire partie intégrante de la programmation et de l’exécution, en particulier la sélection des projets, et se concrétiser ex ante.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 11</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (11) Le principe de partenariat est un élément clé dans la mise en œuvre des fonds; il s’appuie sur le modèle de gouvernance à plusieurs niveaux et garantit la participation ***de*** la société civile et des partenaires sociaux. Afin d’assurer la continuité dans l’organisation du partenariat, il convient que le règlement délégué (UE) nº 240/201413 continue à s’appliquer. | (11) Le principe de partenariat est un élément clé dans la mise en œuvre des fonds; il s’appuie sur le modèle de gouvernance à plusieurs niveaux et garantit la participation ***des autorités locales, régionales, urbaines compétentes et des autres autorités publiques compétentes, des entités concernées représentant*** la société civile ***, y compris les organisations non gouvernementales, les partenaires environnementaux et les organismes chargés de promouvoir l’inclusion sociale, les droits fondamentaux, les droits des personnes handicapées, l’égalité entre les femmes et les hommes et la non-discrimination,*** et des partenaires ***économiques et*** sociaux. Afin d’assurer la continuité dans l’organisation du partenariat, il convient que le règlement délégué (UE) nº 240/201413 continue à s’appliquer. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 13 Règlement délégué (UE) nº 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d’investissement européens (JO L 74 du 14.3.2014, p. 1). | 13 Règlement délégué (UE) nº 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d’investissement européens (JO L 74 du 14.3.2014, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) Au niveau de l’Union, le Semestre européen pour la coordination des politiques économiques est le cadre permettant de dégager les priorités nationales en matière de réformes et de suivre leur mise en œuvre. Les États membres élaborent leurs propres stratégies nationales d’investissement pluriannuelles à l’appui de ces priorités de réforme. Il convient que ces stratégies soient présentées en même temps que les programmes nationaux de réforme annuels, de manière à définir et coordonner les projets d’investissement prioritaires devant être soutenus par des fonds nationaux et de l’Union. Elles devraient également servir à utiliser les fonds de l’Union de manière cohérente et à maximiser la valeur ajoutée du soutien financier à recevoir provenant notamment des Fonds, du mécanisme européen de stabilisation des investissements et d’InvestEU. | (12) Au niveau de l’Union, le Semestre européen pour la coordination des politiques économiques est le cadre permettant de dégager les priorités nationales en matière de réformes et de suivre leur mise en œuvre. Les États membres élaborent leurs propres stratégies nationales d’investissement pluriannuelles à l’appui de ces priorités de réforme. Il convient que ces stratégies soient présentées en même temps que les programmes nationaux de réforme annuels, de manière à définir et coordonner les projets d’investissement prioritaires devant être soutenus par des fonds nationaux et de l’Union. Elles devraient également servir à utiliser les fonds de l’Union de manière cohérente et à maximiser la valeur ajoutée du soutien financier à recevoir provenant notamment des Fonds, du mécanisme européen de stabilisation des investissements et d’InvestEU. ***De manière générale, les États membres et, le cas échéant, la Commission, encouragent les synergies et assurent la coordination, la complémentarité et la cohérence entre ces priorités spécifiques et le socle européen des droits sociaux.*** |

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Le socle européen des droits sociaux proclamé le 17 novembre 2017 a été un pas décisif vers une Europe plus sociale. Il constitue une base importante de principes pouvant améliorer le bien-être et le quotidien des citoyens européens. Les vingt principes du socle européen des droits sociaux constituent, de plus, un très bon complément aux objectifs, économiques et sociaux, du Semestre européen.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 12 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(12 bis) Pour être efficace, le déploiement des Fonds devrait se fonder sur le programme d’appui à la réforme, qui soutient les réformes prioritaires dans tous les États membres de l’Union qui permettent une utilisation efficace et bien ciblée des Fonds.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 14</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (14) Il convient que les États membres ***tiennent compte de la teneur de*** leur projet de plan national en matière d’énergie et de climat, qui doit être élaboré dans le cadre du règlement sur la gouvernance de l’union de l’énergie14, et des résultats du processus ayant abouti aux recommandations de l’Union concernant ces plans, pour leurs programmes, ainsi que pour les besoins financiers alloués pour les investissements ***à faible intensité de*** carbone. | (14) Il convient que les États membres ***réalisent les objectifs inscrits dans*** leur projet de plan national ***intégré*** en matière d’énergie et de climat, qui doit être élaboré dans le cadre du règlement sur la gouvernance de l’union de l’énergie14, et des résultats du processus ayant abouti aux recommandations de l’Union concernant ces plans, pour leurs programmes, ainsi que pour les besoins financiers alloués pour les investissements ***sans*** carbone. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 14 [Règlement sur la gouvernance de l’union de l’énergie, modifiant la directive 94/22/CE, la directive 98/70/CE, la directive 2009/31/CE, le règlement (CE) n° 663/2009, le règlement (CE) n° 715/2009, la directive 2009/73/CE, la directive 2009/119/CE du Conseil, la directive 2010/31/UE, la directive 2012/27/UE, la directive 2013/30/UE et la directive (UE) 2015/652 du Conseil, et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 (COM/2016/0759 final/2 - 2016/0375 (COD)]. | 14 [Règlement sur la gouvernance de l’union de l’énergie, modifiant la directive 94/22/CE, la directive 98/70/CE, la directive 2009/31/CE, le règlement (CE) n° 663/2009, le règlement (CE) n° 715/2009, la directive 2009/73/CE, la directive 2009/119/CE du Conseil, la directive 2010/31/UE, la directive 2012/27/UE, la directive 2013/30/UE et la directive (UE) 2015/652 du Conseil, et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 (COM/2016/0759 final/2 - 2016/0375 (COD)]. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 14 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(14 bis) Les États membres devraient tenir compte du contenu de leurs stratégies nationales d’intégration des Roms dans l’élaboration de leurs programmes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(16) Chaque État membre devrait avoir la liberté de contribuer à InvestEU pour fournir des garanties budgétaires aux investissements dans cet État membre.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 19</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (19) L’état membre devrait procéder à un examen à mi-parcours de chaque programme financé par le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion. Cet examen devrait permettre une véritable adaptation des programmes fondée sur leurs performances, tout en étant également l’occasion de tenir compte des nouveaux défis et recommandations par pays pertinentes adressées en 2024. Parallèlement, il convient qu’en 2024, la Commission, dans son ajustement technique pour l’année 2025, procède au réexamen des montants totaux alloués à tous les États membres au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» de la politique de cohésion pour les années 2025, 2026 et 2027, en appliquant la méthode de détermination des montants définie dans l’acte de base pertinent. Ce réexamen, ainsi que les résultats de l’examen à mi-parcours, devraient déboucher sur des remaniements des programmes modifiant les dotations financières pour les années 2025, 2026 et 2027. | (19) L’État membre devrait procéder à un examen à mi-parcours de chaque programme financé par le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion. Cet examen devrait permettre une véritable adaptation des programmes fondée sur leurs performances, tout en étant également l’occasion de tenir compte des nouveaux défis et recommandations par pays pertinentes adressées en 2024. Parallèlement, il convient qu’en 2024, la Commission, dans son ajustement technique pour l’année 2025, procède au réexamen des montants totaux alloués à tous les États membres au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» de la politique de cohésion pour les années 2025, 2026 et 2027, en appliquant la méthode de détermination des montants définie dans l’acte de base pertinent. Ce réexamen, ainsi que les résultats de l’examen à mi-parcours, devraient déboucher sur des remaniements des programmes modifiant les dotations financières pour les années 2025, 2026 et 2027. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 28 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(28 bis) Le recours à des indicateurs régionaux devrait être envisagé afin de permettre une meilleure prise en compte des disparités infrarégionales.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 29</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (29) Afin de garantir la disponibilité d’informations complètes et à jour sur la mise en œuvre des programmes, il convient d’exiger des rapports électroniques ***plus fréquents*** sur les données quantitatives. | (29) Afin de garantir la disponibilité d’informations complètes et à jour sur la mise en œuvre des programmes, il convient d’exiger des rapports électroniques ***efficaces et remis en temps utile*** sur les données quantitatives. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 34</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (34) En ce qui concerne les subventions octroyées aux bénéficiaires, il convient que les États membres fassent de plus en plus appel aux options simplifiées en matière de coûts. Il y a lieu de lier le seuil du recours obligatoire auxdites options aux coûts totaux de l’opération afin de garantir le même traitement pour toutes les opérations en deçà du seuil, que le soutien soit public ou privé. | (34) En ce qui concerne les subventions octroyées aux bénéficiaires, il convient que les États membres fassent de plus en plus appel aux options simplifiées en matière de coûts. Il y a lieu de lier le seuil du recours obligatoire auxdites options aux coûts totaux de l’opération afin de garantir le même traitement pour toutes les opérations en deçà du seuil, que le soutien soit public ou privé. ***Les États membres devraient consulter le comité de suivi en ce qui concerne l’élaboration des options simplifiées en matière de coûts.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 39</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (39) Il devrait être possible de conjuguer le soutien accordé par le Fonds de cohésion et le FEDER et le soutien provenant du FSE+ au sein des programmes communs relevant de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance», de manière à renforcer leur complémentarité et à simplifier leur mise en œuvre. | (39) Il devrait être possible de conjuguer le soutien accordé par le Fonds de cohésion et le FEDER et le soutien provenant du FSE+ au sein des programmes communs relevant de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***», de manière à renforcer leur complémentarité et à simplifier leur mise en œuvre. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 50</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (50) Afin d’assurer un équilibre approprié entre, d’une part, la mise en œuvre efficace et efficiente des Fonds et, d’autre part, les coûts et charges administratifs associés, il convient de fonder la fréquence, la portée et le champ d’application des vérifications de gestion sur une évaluation des risques tenant compte de facteurs tels que le type d’opérations mises en œuvre, les bénéficiaires ainsi que le niveau de risque mis en évidence par les précédents audits et vérifications de gestion. | (50) Afin d’assurer un équilibre approprié entre, d’une part, la mise en œuvre efficace et efficiente des Fonds et, d’autre part, les coûts et charges administratifs associés, il convient de fonder la fréquence, la portée et le champ d’application des vérifications de gestion sur une évaluation des risques tenant compte de facteurs tels que le type d’opérations mises en œuvre, les bénéficiaires ainsi que le niveau de risque mis en évidence par les précédents audits et vérifications de gestion. ***Le principe de proportionnalité devrait prévaloir dans la gestion et le contrôle des Fonds, en fonction du niveau de risque pour le budget de l’Union*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 60</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (60) Pour concourir aux objectifs du TFUE en matière de cohésion économique, sociale et territoriale, l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» devrait soutenir toutes les régions. Pour fournir un soutien équilibré et progressif et refléter le niveau de développement économique et social, les ressources octroyées au titre de cet objectif devraient être attribuées par le FEDER et le FSE+ sur la base d’une clé de répartition essentiellement fondée sur le PIB par habitant. Les États membres dont le revenu national brut (RNB) par habitant est inférieur à 90 % de celui de la moyenne de l’Union devraient bénéficier du Fonds de cohésion au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance». | (60) Pour concourir aux objectifs du TFUE en matière de cohésion économique, sociale et territoriale, l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» devrait soutenir toutes les régions ***et contribuer à garantir des services publics appropriés en améliorant les perspectives individuelles et professionnelles dans la zone***. Pour fournir un soutien équilibré et progressif et refléter le niveau de développement économique et social, les ressources octroyées au titre de cet objectif devraient être attribuées par le FEDER et le FSE+ sur la base d’une clé de répartition essentiellement fondée sur le PIB par habitant. Les États membres dont le revenu national brut (RNB) par habitant est inférieur à 90 % de celui de la moyenne de l’Union devraient bénéficier du Fonds de cohésion au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***». |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 60 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(60 bis) Le socle européen des droits sociaux, qui définit des obligations pour les États membres en matière de protection sociale, d’inclusion sociale, de conditions de travail décentes, d’égalité des chances et d’accès au marché du travail, a été proclamé par les institutions européennes. Les objectifs d’investissement pour l’emploi, la croissance et l’inclusion sociale tels que définis dans le présent règlement devraient contribuer au respect des droits et des principes contenus dans le socle.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 61</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (61) Il convient d’établir des critères objectifs pour la désignation des régions et des zones éligibles au soutien des Fonds. À cette fin, il y a lieu de fonder l’identification des régions et zones au niveau de l’Union sur le système commun de classification des régions établi par le règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil23, modifié par ***le règlement*** (***CE***) ***nº*** 868/***2014*** de la Commission24. | (61) Il convient d’établir des critères objectifs pour la désignation des régions et des zones éligibles au soutien des Fonds. À cette fin, il y a lieu de fonder l’identification des régions et zones au niveau de l’Union sur le système commun de classification des régions établi par le règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil23, modifié par ***les règlements*** (***UE***) ***no*** 868/***201424 et (UE) nº 2016/2066*** de la Commission24***bis***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 23 Règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 relatif à l’établissement d’une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) (JO L 154 du 21.6.2003, p. 1). | 23 Règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 relatif à l’établissement d’une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) (JO L 154 du 21.6.2003, p. 1). |
| 24 Règlement (UE) nº 868/2014 de la Commission du 8août 2014 modifiant les annexes du règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l’établissement d’une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) (JO L 241 du 13.8.2014, p. 1). | 24 Règlement (UE) nº 868/2014 de la Commission du 8août 2014 modifiant les annexes du règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l’établissement d’une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) (JO L 241 du 13.8.2014, p. 1). |
|  | ***24 bis Règlement (UE) nº 2016/2066 de la Commission du 21 novembre 2016 modifiant les annexes du règlement (CE) nº 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l’établissement d’une nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS) (JO L 322 du 29.11.2016, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 62</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (62) Pour mettre en place un cadre financier adéquat pour le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion, il convient que la Commission établisse la ventilation annuelle des dotations disponibles par État membre au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance», accompagnée de la liste des régions éligibles, ainsi que celle des dotations au titre de l’objectif «Coopération territoriale européenne» (Interreg). Étant donné que les dotations nationales des États membres devraient être établies sur la base des données statistiques et des prévisions disponibles en 2018 et compte tenu des incertitudes des prévisions, il convient que la Commission procède au réexamen des montants totaux alloués à tous les États membres en 2024 sur la base des statistiques les plus récentes disponibles à ce moment-là et, s’il y a une divergence cumulative de +/- 5 %, adapte ces dotations pour les années 2025 à 2027 afin que les résultats de l’examen à mi-parcours et de l’exercice d’ajustement technique se reflètent dans les modifications apportées aux programmes à ce moment-là. | (62) Pour mettre en place un cadre financier adéquat pour le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion, il convient que la Commission établisse la ventilation annuelle des dotations disponibles par État membre au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***», accompagnée de la liste des régions éligibles, ainsi que celle des dotations au titre de l’objectif «Coopération territoriale européenne» (Interreg). Étant donné que les dotations nationales des États membres devraient être établies sur la base des données statistiques et des prévisions disponibles en 2018 et compte tenu des incertitudes des prévisions, il convient que la Commission procède au réexamen des montants totaux alloués à tous les États membres en 2024 sur la base des statistiques les plus récentes disponibles à ce moment-là et, s’il y a une divergence cumulative de +/- 5 %, adapte ces dotations pour les années 2025 à 2027 afin que les résultats de l’examen à mi-parcours et de l’exercice d’ajustement technique se reflètent dans les modifications apportées aux programmes à ce moment-là. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 73</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (73) Les objectifs du présent règlement, qui consistent à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale et à établir des règles financières communes pour la part du budget de l’Union mise en œuvre dans le cadre de la gestion partagée, ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres en raison, d’une part, de l’importance des disparités entre les niveaux de développement des diverses régions et ***du retard*** des régions les moins favorisées, ainsi que des ressources financières limitées des États membres et des régions, et, d’autre part, de la nécessité d’un cadre de mise en œuvre cohérent couvrant plusieurs fonds de l’Union en gestion partagée. Étant donné que ces objectifs peuvent, dès lors, être mieux réalisés au niveau de l’Union, cette dernière peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l’article 5 du TUE. Conformément au principe de proportionnalité tel qu’énoncé audit article, le présent règlement n’excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs. | (73) Les objectifs du présent règlement, qui consistent à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale et à établir des règles financières communes pour la part du budget de l’Union mise en œuvre dans le cadre de la gestion partagée, ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres en raison, d’une part, de l’importance des disparités entre les niveaux de développement des diverses régions et ***des problèmes spécifiques*** des régions les moins favorisées, ainsi que des ressources financières limitées des États membres et des régions, et, d’autre part, de la nécessité d’un cadre de mise en œuvre cohérent couvrant plusieurs fonds de l’Union en gestion partagée. Étant donné que ces objectifs peuvent, dès lors, être mieux réalisés au niveau de l’Union, cette dernière peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l’article 5 du TUE. Conformément au principe de proportionnalité tel qu’énoncé audit article, le présent règlement n’excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 2 – alinéa 1 – point 37</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***37) «résilience au changement climatique»: un processus visant à garantir que l’infrastructure est résiliente face aux effets néfastes du climat conformément aux règles et aux orientations nationales, si elles existent, ou aux normes reconnues au niveau international. | 37) «résilience au changement climatique»: un processus visant à garantir que l’infrastructure est résiliente face aux effets néfastes du climat conformément aux règles et aux orientations nationales, si elles existent, ou aux normes reconnues au niveau international***, et que les investissements dans les infrastructures appliquent le principe de primauté de l’efficacité énergétique***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 2 – alinéa 1 – point 37 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(37 bis) «compatibilité avec l’environnement et la biodiversité»: un processus structuré visant à garantir l’application effective d’outils permettant d’éviter les effets néfastes des dépenses de l’Union et d’en maximiser les avantages sur l’état de l’environnement et de la biodiversité de l’Union, sur la base du cadre commun pour compatibilité du budget de l’Union avec la biodiversité de la Commission, et conformément aux règles et orientations nationales, lorsqu’elles sont disponibles, ou aux normes internationalement reconnues.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion et le FEAMP soutiennent les objectifs stratégiques suivants: | 1. Le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion et le FEAMP soutiennent ***la convergence vers le haut, la solidarité et la cohésion dans l’Union, conformément à la stratégie Europe 2020, au socle européen des droits sociaux et au programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies, en poursuivant*** les objectifs stratégiques suivants: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***c) une Europe plus connectée par l’amélioration de la mobilité et de la connectivité régionale aux TIC; | c) une Europe plus connectée par l’amélioration de la mobilité ***durable*** et de la connectivité régionale aux TIC; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***d) une Europe plus ***sociale*** mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux; | d) une Europe plus ***juste, plus solidaire et plus qualifiée, reposant sur l’égalité des chances et*** mettant en œuvre ***les droits et les principes fixés et envisagés par*** le socle européen des droits sociaux***, la charte sociale européenne et la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, et notamment le titre III («égalité») et le titre IV («solidarité»)***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***e) une Europe plus proche des citoyens par l’encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières au moyen d’initiatives locales. | e) une Europe plus proche des citoyens par l’encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières au moyen ***de partenariats entre les zones urbaines et rurales ainsi que*** d’initiatives locales. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***e bis) le soutien aux États membres afin de les aider à améliorer l’accès de tous les demandeurs d’emploi à un emploi de qualité, en particulier les jeunes, les chômeurs de longue durée, les femmes, les personnes handicapées et les migrants.*** |

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Nouveau point f).

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***a) «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» dans les États membres et les régions, objectif bénéficiant du soutien du FEDER, du FSE+ et du Fonds de cohésion; et | a) «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante», y compris les investissements stratégiques dans les infrastructures*** dans les États membres et les régions ***les plus touchés***, objectif bénéficiant du soutien du FEDER, du FSE+ et du Fonds de cohésion; et |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Toutefois, la Commission met en œuvre le montant du soutien transféré du Fonds de cohésion au mécanisme pour l’interconnexion en Europe (ci-après le «MIE»), l’initiative urbaine européenne, les investissements interrégionaux en matière d’innovation, le montant du soutien transféré du FSE+ à la coopération transnationale***, les contributions à InvestEU37*** et l’assistance technique à l’initiative de la Commission, en gestion directe ou indirecte, conformément à [l’article 62, paragraphe 1, points a) et c)] du règlement financier. | 2. Toutefois, la Commission met en œuvre le montant du soutien transféré du Fonds de cohésion au mécanisme pour l’interconnexion en Europe (ci-après le «MIE»), l’initiative urbaine européenne, les investissements interrégionaux en matière d’innovation, le montant du soutien transféré du FSE+ à la coopération transnationale et l’assistance technique à l’initiative de la Commission, en gestion directe ou indirecte, conformément à [l’article 62, paragraphe 1, points a) et c)] du règlement financier. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| ***37 [Règlement (UE) nº [...] du [...] relatif [...] (JO L [...] du [...], p. [...])].*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Chaque*** État membre organise un partenariat avec les autorités régionales et locales compétentes. ***Ce*** partenariat associe au moins les partenaires suivants: | 1. ***Pour chaque accord de partenariat, chaque*** État membre organise un partenariat avec les autorités régionales et locales compétentes. ***Pour les programmes transfrontaliers, les États membres participants associent les partenaires de tous les États membres participants. Dans les deux cas, le*** partenariat associe au moins les partenaires suivants: |
| ***(***a) les autorités urbaines et autres autorités publiques; | a) les autorités ***locales, régionales,*** urbaines et autres autorités publiques; |
| ***(***b) les partenaires économiques et sociaux; | b) les partenaires économiques et sociaux; |
| ***(***c) les organismes représentant la société civile concernés, les partenaires environnementaux et les organismes chargés de promouvoir l’inclusion sociale, les droits fondamentaux, les droits des personnes handicapées, l’égalité entre les femmes et les hommes et la non-discrimination. | c) les organismes représentant la société civile concernés, ***y compris*** les partenaires environnementaux***, les organisations non gouvernementales*** et les organismes chargés de promouvoir l’inclusion sociale, les droits fondamentaux, les droits des personnes handicapées, l’égalité entre les femmes et les hommes et la non-discrimination ***et ceux désignés comme bénéficiaires***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>35</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Conformément au principe de gouvernance à plusieurs niveaux, l’État membre implique les partenaires dans l’élaboration des accords de partenariat, ainsi que tout au long de la préparation ***et*** de la mise en œuvre des programmes, notamment en les faisant participer aux comités de suivi conformément à l’article 34. | 2. Conformément au principe de gouvernance à plusieurs niveaux, l’État membre implique les partenaires dans l’élaboration des accords de partenariat, ainsi que tout au long de la préparation***,*** de la mise en œuvre ***et de l’évaluation*** des programmes, notamment en les faisant participer aux comités de suivi conformément à l’article 34. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>36</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – alinéa 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***a) les objectifs stratégiques retenus indiquant par lesquels des Fonds et des programmes ils seront poursuivis, assorti d’une justification ***et, le cas échéant, une justification du recours au mode de mise en œuvre de InvestEU***, en tenant compte des recommandations par pays pertinentes; | a) les objectifs stratégiques retenus indiquant par lesquels des Fonds et des programmes ils seront poursuivis, assorti d’une justification, en tenant compte des recommandations par pays pertinentes; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>37</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – alinéa 1 – point b – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) un résumé des choix stratégiques et des principaux résultats escomptés pour chacun des Fonds***, y compris, le cas échéant, grâce au recours à InvestEU***; | i) un résumé des choix stratégiques et des principaux résultats escomptés pour chacun des Fonds; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>38</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – alinéa 1 – point b – sous-point iii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| iii) les complémentarités entre les Fonds et d’autres instruments de l’Union, notamment des projets intégrés stratégiques et des projets de stratégiques «Nature» LIFE; | iii) les complémentarités entre les Fonds et d’autres instruments***, fonds et programmes*** de l’Union, notamment des projets intégrés stratégiques et des projets de stratégiques «Nature» LIFE; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>39</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – alinéa 1 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(e) les contributions à verser à InvestEU par Fonds et par catégorie de régions;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>40</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[…]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>41</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles sont fixées pour chaque objectif spécifique au sein d’un programme, à l’exception de l’assistance technique et de l’objectif spécifique consistant à lutter contre la privation matérielle, énoncé à l’article [4, ***point*** ***c)*** ***vii***),] du règlement FSE+. | 2. Des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles sont fixées pour chaque objectif spécifique au sein d’un programme, à l’exception de l’assistance technique et de l’objectif spécifique consistant à lutter contre la privation matérielle, énoncé à l’article [4, ***paragraphe*** ***1, point*** ***xi***),] du règlement FSE+. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>42</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 14 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***a) les défis recensés dans les recommandations par pays pertinentes adoptées en 2024; | a) les ***nouveaux*** défis recensés dans les recommandations par pays pertinentes adoptées en 2024; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>43</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 14 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***b) la situation socio-économique de l’État membre ou de la région concerné; | b) la situation socio-économique de l’État membre ou de la région concerné***, y compris les problèmes auxquels l’État membre est confronté et que le tableau de bord social et le rapport conjoint sur l’emploi ont mis en évidence,*** ***en prenant comme point de référence le socle européen des droits sociaux***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>44</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 14 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis) toute évolution financière ou économique négative majeure qui nécessite un ajustement des programmes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>45</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>46</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – paragraphe 3 – alinéa 1 – point d – sous-point vi</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| vi) l’utilisation prévue d’instruments financiers; | vi) l’utilisation prévue d’instruments financiers***, le cas échéant***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>47</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 18 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission adopte, au moyen d’un acte d’exécution, une décision portant approbation du programme au plus tard ***six*** mois après la date de soumission de ce programme par l’État membre. | 4. La Commission adopte, au moyen d’un acte d’exécution, une décision portant approbation du programme au plus tard ***quatre*** mois après la date de soumission de ce programme par l’État membre. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>48</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission approuve la modification d’un programme au plus tard ***six*** mois après la soumission de celle-ci par l’État membre. | 4. La Commission approuve la modification d’un programme au plus tard ***quatre*** mois après la soumission de celle-ci par l’État membre. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>49</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion peuvent apporter un soutien conjoint aux programmes relevant de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance». | 1. Le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion peuvent apporter un soutien conjoint aux programmes relevant de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***». |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>50</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 21 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les États membres peuvent demander le transfert d’un montant maximal de 5% des dotations financières des programmes par l’un quelconque des Fonds ***à tout autre Fonds faisant l’objet d’une gestion partagée ou tout instrument en gestion directe ou indirecte***. | 1. Les États membres peuvent demander le transfert d’un montant maximal de 5% des dotations financières des programmes par l’un quelconque des Fonds ***au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus ou au Fonds de cohésion***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>51</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***b) dirigé par des groupes d’action locale composés de représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux, dans lesquels la prise de décision n’appartient à aucun groupe d’intérêt en particulier; | b) dirigé par des groupes d’action locale ***ou régionale*** composés ***de représentants de la société civile, de partenaires sociaux ainsi que*** de représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux, dans lesquels la prise de décision n’appartient à aucun groupe d’intérêt en particulier; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>52</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 31 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***a) pour le soutien fourni par le FEDER au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance», ainsi que pour le soutien du Fonds de cohésion: 2,5 %; | a) pour le soutien fourni par le FEDER au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***», ainsi que pour le soutien du Fonds de cohésion: 2,5 %; |
|  |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>53</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 31 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***b) pour le ***soutien du*** FSE ***+: 4 %, et pour les programmes au titre de l’article 4, paragraphe 1, point c) vii), du règlement FSE*** +: 5 %; | b) pour le FSE+: 5 %; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>54</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 35 – paragraphe 1 – point c bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis) en cas d’épuisement prématuré des ressources (financières), la manière dont les objectifs du programme peuvent encore être atteints au cours de la période 2021-2027;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>55</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 35 – paragraphe 1 – point i bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i bis) les mesures liées aux options simplifiées en matière de coûts.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>56</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 35 – paragraphe 1 – point i ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i ter) l’incidence spécifique du programme sur les personnes les plus exposées au risque de pauvreté ou d’exclusion sociale ainsi que les personnes handicapées, les chômeurs de longue durée et les jeunes sans emploi.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>57</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 35 – paragraphe 2 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis) les mesures prises pour garantir aux bénéficiaires une option simplifiée en matière de coûts.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>58</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 67 – paragraphe 3 – point j bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***j bis) assure la compatibilité avec l’environnement et la biodiversité de tous les investissements;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>59</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 84 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le préfinancement est versé pour chaque Fonds en tranches annuelles, avant le 1er juillet de chaque année, sous réserve de la disponibilité des fonds, de la manière suivante: | 2. Le préfinancement est versé pour chaque Fonds en tranches annuelles, avant le 1er juillet de chaque année, sous réserve de la disponibilité des fonds, de la manière suivante: |
| ***(***a) 2021: ***0,5*** %; | a) 2021: ***1*** %; |
| ***(***b) 2022: ***0,5*** %; | b) 2022: ***1*** %; |
| ***(***c) 2023: ***0,5*** %; | c) 2023: ***1,5*** %; |
| ***(***d) 2024: ***0,5*** %; | d) 2024: ***2*** %; |
| ***(***e) 2025: ***0,5*** %; | e) 2025: ***2*** %; |
| ***(***f) 2026: ***0,5 %*** | f) 2026: ***2,5*** % |
| Lorsqu’un programme est adopté après le 1er juillet 2021, les sommes antérieures correspondant aux tranches sont versées au cours de l’année d’adoption. | Lorsqu’un programme est adopté après le 1er juillet 2021, les sommes antérieures correspondant aux tranches sont versées au cours de l’année d’adoption. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>60</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 91 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(e) l’État membre n’a pas pris les mesures nécessaires conformément à l’article 15, paragraphe 6.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>61</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 99 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Commission procède au dégagement de tout montant d’un programme qui n’a pas été utilisé aux fins du préfinancement, conformément à l’article 84, ou pour lequel aucune demande de paiement n’a été présentée, conformément aux articles 85 et 86, au plus tard le 26 décembre de la ***deuxième*** année civile qui suit l’année des engagements budgétaires pour les années 2021 à 2026. | 1. La Commission procède au dégagement de tout montant d’un programme qui n’a pas été utilisé aux fins du préfinancement, conformément à l’article 84, ou pour lequel aucune demande de paiement n’a été présentée, conformément aux articles 85 et 86, au plus tard le 26 décembre de la ***troisième*** année civile qui suit l’année des engagements budgétaires pour les années 2021 à 2026. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>62</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 102 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Couverture géographique du soutien au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» | Couverture géographique du soutien au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>63</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 102 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion soutiennent l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» dans toutes les régions correspondant au niveau 2 de la nomenclature commune des unités territoriales statistiques (ci-après dénommées «régions de niveau NUTS 2») établie par le règlement (CE) nº 1059/2003 modifié par le règlement (***CE***) nº 868/2014 de la Commission. | 1. Le FEDER, le FSE+ et le Fonds de cohésion soutiennent l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» dans toutes les régions correspondant au niveau 2 de la nomenclature commune des unités territoriales statistiques (ci-après dénommées «régions de niveau NUTS 2») établie par le règlement (CE) nº 1059/2003 modifié par le règlement (***UE***) nº 868/2014 ***et le règlement (UE) nº 2016/2066*** de la Commission. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>64</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 102 – paragraphe 2 – alinéa 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les ressources du FEDER et du FSE+ affectées à l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» sont réparties entre les trois catégories suivantes de régions de niveau NUTS 2: | Les ressources du FEDER et du FSE+ affectées à l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» sont réparties entre les trois catégories suivantes de régions de niveau NUTS 2: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>65</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 103 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les ressources affectées à la cohésion économique, sociale et territoriale disponibles pour les engagements budgétaires, pour la période 2021-2027, s’élèvent à ***330*** ***624*** ***388*** ***630*** EUR aux prix de 2018. | Les ressources affectées à la cohésion économique, sociale et territoriale disponibles pour les engagements budgétaires, pour la période 2021-2027, s’élèvent à ***372*** ***197*** ***000*** ***000*** EUR aux prix de 2018. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>66</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 103 – paragraphe 2 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La Commission adopte, par voie d’acte d’exécution, une décision établissant la ventilation annuelle des ressources globales par État membre au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance», par catégorie de régions, accompagnée de la liste des régions éligibles, conformément à la méthode définie à l’annexe XXII. | La Commission adopte, par voie d’acte d’exécution, une décision établissant la ventilation annuelle des ressources globales par État membre au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***», par catégorie de régions, accompagnée de la liste des régions éligibles, conformément à la méthode définie à l’annexe XXII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>67</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Ressources pour les objectifs «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» et «Coopération territoriale européenne» (Interreg) | Ressources pour les objectifs «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» et «Coopération territoriale européenne» (Interreg) |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>68</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les ressources destinées à l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» s’élèvent à 97,5 % des ressources globales ***(***soit un total de ***322 194 388 630*** EUR***)*** et sont réparties comme suit: | 1. Les ressources destinées à l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» s’élèvent à 97,5 % des ressources globales***,*** soit un total de ***366 754 090 000*** EUR ***en prix constants 2018,*** et sont réparties comme suit: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>69</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***a) 61,6 % ***(soit un total de 198 621 593 157 EUR)*** pour les régions les moins développées; | a) 61,6 % pour les régions les moins développées; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>70</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***b) 14,3 % ***(soit un total de 45 934 516 595 EUR)*** pour les régions en transition; | b) 14,3 % pour les régions en transition; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>71</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***c) 10,8 % ***(soit un total de 34 842 689 000 EUR)*** pour les régions les plus développées; | c) 10,8 % pour les régions les plus développées; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>72</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***d) 12,8 % ***(soit un total de 41 348 556 877 EUR)*** pour les États membres bénéficiant du soutien du Fonds de cohésion; | d) 12,8 % pour les États membres bénéficiant du soutien du Fonds de cohésion; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>73</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***e) 0,4 % ***(soit un total de 1 447 034 001 EUR)*** en tant que financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques visées à l’article 349 du TFUE et les régions de niveau NUTS 2 répondant aux critères fixés à l’article 2 du protocole nº 6 annexé à l’acte d’adhésion de 1994. | e) 0,4 % en tant que financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques visées à l’article 349 du TFUE et les régions de niveau NUTS 2 répondant aux critères fixés à l’article 2 du protocole nº 6 annexé à l’acte d’adhésion de 1994. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>74</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 2 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| En 2024, la Commission, dans son ajustement technique pour l’année 2025 conformément à l’article [6] du règlement (UE, Euratom) [[...] (règlement CFP)], procède au réexamen des montants totaux alloués au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» à chaque État membre pour la période 2025-2027. | En 2024, la Commission, dans son ajustement technique pour l’année 2025 conformément à l’article [6] du règlement (UE, Euratom) [[...] (règlement CFP)], procède au réexamen des montants totaux alloués au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» à chaque État membre pour la période 2025-2027. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>75</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 3 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le montant disponible pour le FSE+ au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» est de ***88 646 194 590*** EUR. | Le montant disponible pour le FSE+ au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» est de ***105 686 000 000*** EUR ***en prix constants 2018***. ***Les États membres veillent à ce que, sur le total des ressources combinées de la politique de cohésion qu’ils reçoivent, la part utilisée pour les projets relevant du FSE+ ne soit pas inférieure à 27,5 %.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>76</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 3 – alinéa 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le montant du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques prévu au paragraphe 1, point e), alloué au FSE+ s’élève à ***376*** ***928*** ***934*** EUR. | Le montant du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques prévu au paragraphe 1, point e), alloué au FSE+ s’élève à ***424*** ***296*** ***054*** EUR ***aux prix de 2018***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>77</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Un montant de ***500 000 000*** EUR provenant des ressources consacrées à l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» est affecté à l’initiative urbaine européenne gérée directement ou indirectement par la Commission. | 5. Un montant de ***560 000 000*** EUR provenant des ressources consacrées à l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» est affecté à l’initiative urbaine européenne gérée directement ou indirectement par la Commission. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>78</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 104 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Un montant de ***175 000 000*** EUR provenant des ressources du FSE+ consacrées à l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» est affecté à la coopération transnationale soutenant des solutions innovantes en gestion directe ou indirecte. | 6. Un montant de ***196 000 000*** EUR provenant des ressources du FSE+ consacrées à l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» est affecté à la coopération transnationale soutenant des solutions innovantes en gestion directe ou indirecte. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>79</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 105 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les dotations totales allouées à chaque État membre au titre des objectifs «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance » et «Coopération territoriale européenne» (Interreg) ne sont pas transférables entre ces objectifs. | 2. Les dotations totales allouées à chaque État membre au titre des objectifs «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» et «Coopération territoriale européenne» (Interreg) ne sont pas transférables entre ces objectifs. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>80</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le taux de cofinancement au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance» au niveau de chaque priorité n’excède pas: | Le taux de cofinancement au titre de l’objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***» au niveau de chaque priorité n’excède pas: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>81</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***a) ***70*** % pour les régions les moins développées; | a) ***85*** % pour les régions les moins développées; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>82</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***b) ***55*** % pour les régions en transition; | b) ***60*** % pour les régions en transition; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>83</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 1 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(***c) ***40*** % pour les régions les plus développées. | c) ***50*** % pour les régions les plus développées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>84</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Les taux de cofinancement fixés au point a) s’appliquent également aux régions ultrapériphériques et aux régions connaissant des problèmes de dépeuplement (moins de 12,5 habitants par km² au niveau NUTS 3) et/ou de dispersion de population.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>85</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le taux de cofinancement au titre du Fonds de cohésion au niveau de chaque priorité n’excède pas ***70*** %. | Le taux de cofinancement au titre du Fonds de cohésion au niveau de chaque priorité n’excède pas ***85*** %. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>86</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 3 – alinéa 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le règlement FSE+ peut fixer des taux de cofinancement plus élevés pour les priorités ***soutenant*** des actions innovantes conformément à l’article[***14***] dudit règlement. | Le règlement FSE+ peut fixer des taux de cofinancement plus élevés pour les priorités ***ou les programmes qui concernent la privation matérielle conformément à l’article [9], le soutien à l’emploi*** des ***jeunes conformément à l’article [10], une garantie européenne pour l’enfance conformément à l’article [10 bis] et les*** actions innovantes conformément à l’article[***13***] dudit règlement. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>87</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 106 – paragraphe 4 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le taux de cofinancement au titre des programmes Interreg n’excède pas***70***%. | Le taux de cofinancement au titre des programmes Interreg n’excède pas ***85*** %. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>88</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe I – tableau 3 – ligne 12 – colonne Investissement territorial intégré (ITI)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Villes, agglomérations et ***banlieues*** | Villes, agglomérations***, banlieues*** et ***zones rurales connectées*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>89</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe I – tableau 3 – ligne 16 – colonne Investissement territorial intégré (ITI)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Zones à faible densité de population | Zones ***rurales et*** à faible densité de population |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>90</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe I – tableau 3 – ligne 22 – colonne Développement local mené par les acteurs locaux</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Villes, agglomérations et ***banlieues*** | Villes, agglomérations***, banlieues*** et ***zones rurales connectées*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>91</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe I – tableau 3 – ligne 26 – colonne Développement local mené par les acteurs locaux</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Zones à faible densité de population | Zones ***rurales et*** à faible densité de population |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>92</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe I – tableau 3 – ligne 32 – colonne Autre type d’outil territorial au titre de l’objectif stratégique n° 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Villes, agglomérations et ***banlieues*** | Villes, agglomérations***, banlieues*** et ***zones rurales connectées*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>93</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe I – tableau 3 – ligne 36 – colonne Autre type d’outil territorial au titre de l’objectif stratégique n° 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Zones à faible densité de population | Zones ***rurales et*** à faible densité de population |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>94</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe III – tableau – ligne 6 – colonne 2: Critères de réalisation</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Un cadre national est en place pour la mise en œuvre de la CNUDPH et comprend: | Un cadre national est en place pour la mise en œuvre de la CNUDPH et comprend: |
| 1. des objectifs assortis de jalons mesurables, la collecte de données et un mécanisme de suivi; | 1. des objectifs assortis de jalons mesurables, la collecte de données et un mécanisme de suivi; |
| 2. des modalités visant à garantir que la politique, la législation et les normes en matière d’accessibilité sont dûment prises en compte dans la préparation et la mise en œuvre des programmes. | 2. des modalités visant à garantir que la politique, la législation et les normes en matière d’accessibilité sont dûment prises en compte dans la préparation et la mise en œuvre des programmes ***et incluses dans les critères et obligations de la sélection des projets***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>95</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.2.1 – colonne 2 Objectif spécifique</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4.2.1 Améliorer la qualité, ***l’efficacité*** et ***l’adéquation*** des systèmes d’enseignement et de formation ***au marché*** du travail | 4.2.1 Améliorer la qualité, ***l’ouverture à tous*** et ***l’efficacité*** des systèmes d’enseignement et de formation***, afin de faciliter la transition entre les études et le monde*** du travail |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>96</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.2.2 – colonne 2 Objectif spécifique</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4.2.2 Favoriser des possibilités de perfectionnement et de requalification flexibles pour tous, y compris en facilitant les transitions professionnelles et en promouvant la mobilité professionnelle | 4.2.2 Favoriser ***la formation tout au long de la vie, l’apprentissage non formel et informel, ainsi que*** des possibilités de perfectionnement et de requalification flexibles pour tous, y compris en facilitant les transitions professionnelles et en promouvant la mobilité professionnelle |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>97</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.2 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Des systèmes d’anticipation et de prévision des compétences fondés sur des données probantes, ainsi que des mécanismes de suivi ***des diplômés*** et des services pour la fourniture d’orientations de qualité et efficaces aux apprenants de tous âges | 1. Des systèmes d’anticipation et de prévision des compétences fondés sur des données probantes, ainsi que des mécanismes de suivi et des services pour la fourniture d’orientations de qualité et efficaces aux apprenants de tous âges***, y compris des approches centrées sur l’apprenant*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>98</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.2 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Des mesures visant à permettre aux citoyens de bénéficier d’un accès égal à une éducation et une formation de qualité, appropriées et inclusives, d’y participer et de les mener à leur terme, et d’acquérir des compétences clés à tous les niveaux, y compris celui de l’enseignement supérieur | 2. Des mesures visant à permettre aux citoyens de bénéficier d’un accès égal à une éducation et une formation de qualité, ***abordables,*** appropriées***, sans ségrégation*** et inclusives, d’y participer et de les mener à leur terme, et d’acquérir des compétences clés à tous les niveaux, y compris celui de l’enseignement supérieur |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>99</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.2 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – point 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Des mécanismes de coordination à tous les niveaux de l’éducation et de la formation, y compris l’enseignement supérieur, et une répartition claire des responsabilités entre les organismes nationaux et/ou régionaux compétents | 3. Des mécanismes de coordination à tous les niveaux de l’éducation et de la formation, y compris l’enseignement supérieur ***et les prestataires de services d’apprentissage non formel et informel***, et une répartition claire des responsabilités entre les organismes nationaux et/ou régionaux compétents |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>100</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.3 – colonne 4 – Critères de réalisation de la condition favorisante – point 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Des mesures d’accompagnement de la transition de soins en institution à des soins de proximité | 3. Des mesures d’accompagnement de la transition de soins en institution à des soins de proximité ***sur la base d’une stratégie nationale de désinstitutionnalisation et d’un plan d’action*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>101</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.3 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Un cadre stratégique national pour l’inclusion sociale et la réduction de la pauvreté ***est*** en place et ***comprend***: | Un cadre stratégique national ***et un plan d’action*** pour l’inclusion sociale et la réduction de la pauvreté ***sont*** en place et ***comprennent***: |
|  |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>102</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.3 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Des mesures visant à prévenir et combattre la ségrégation dans tous les domaines, notamment en assurant une aide au revenu ***adéquate***, des marchés du travail inclusifs et l’accès à des services de qualité pour les personnes vulnérables, y compris les migrants | 2. Des mesures visant à prévenir et combattre la ségrégation dans tous les domaines, notamment en assurant une aide au revenu ***et une protection sociale adéquates***, des marchés du travail inclusifs et l’accès à des services de qualité pour les personnes vulnérables, y compris les migrants |
|  |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>103</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.3 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – point 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Des mesures d’accompagnement de la transition ***de soins*** en ***institution*** à ***des soins*** de proximité | 3. Des mesures d’accompagnement de la transition ***d’une prise*** en ***charge institutionnelle*** à ***une prise en charge familiale ou*** de proximité |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>104</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.3.2 – colonne 2 Objectif spécifique</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4.3.2 Promouvoir l’intégration socio-économique des communautés marginalisées telles que les Roms | 4.3.2 Promouvoir l’intégration socio-économique des ***ressortissants de pays tiers et des*** communautés marginalisées telles que les Roms |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>105</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe IV – point 4.4 – colonne 4 Critères de réalisation de la condition favorisante – point 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis. Mesures visant à assurer l’efficacité, la durabilité, l’accessibilité et le caractère abordable des systèmes de protection sociale*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>106</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe V – intertitre 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Modèle pour les programmes soutenus par le FEDER (objectif «Investissement pour l’emploi ***et*** la croissance»), le FSE+, le Fonds de cohésion et le FEAMP – article 16, paragraphe 3 | Modèle pour les programmes soutenus par le FEDER (objectif «Investissement pour l’emploi***,*** la croissance***, l’inclusion sociale et la convergence ascendante***»), le FSE+, le Fonds de cohésion et le FEAMP – article 16, paragraphe 3 |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>107</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe V – point 1 – alinéa 2 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Objectif ***«Emploi*** et ***croissance»*** | Objectif ***«Investissement pour l’emploi, la croissance, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>108</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe V – point 2 – Tableau 1 T – Structure du programme</Article>

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | | | |
| Texte proposé par la Commission | | | | | | | |
| ID | | Intitulé [300] | AT | Base de calcul | Fonds | Catégorie de régions soutenues | Objectif spécifique retenu |
| 1 | | Priorité 1 | Non |  | FEDER | Plus | OS 1 |
| En transition |
| Moins développées | OS 2 |
| Ultrapériphériques et à faible densité de population |
| Plus | OS 3 |
| 2 | | Priorité 2 | Non |  | FSE+ | Plus | OS 4 |
| En transition |
| Moins développées | OS 5 |
| Ultrapériphériques |
| 3 | | Priorité 3 | Non |  | FC | S.O. |  |
| 3 | | Priorité assistance technique | Oui |  |  |  | S.O. |
| .. | | Priorité spécifique «Emploi des jeunes» | Non |  | FSE+ |  |  |
| .. | | Priorité spécifique «Recommandations par pays» | Non |  | FSE+ |  |  |
| .. | | Priorité spécifique «Actions innovatrices» | Non |  | FSE+ |  | OS 8 |
|  | | Priorité spécifique «Privation matérielle» | Non |  | FSE+ |  | OS 9 |
|  | | | | | | | |
| Amendement | | | | | | | |
| ID | | Intitulé [300] | AT | Base de calcul | Fonds | Catégorie de régions soutenues | Objectif spécifique retenu |
| 1 | | Priorité 1 | Non |  | FEDER | Plus | OS 1 |
| En transition |
| Moins développées | OS 2 |
| Ultrapériphériques et à faible densité de population |
| Plus | OS 3 |
| 2 | | Priorité 2 | Non |  | FSE+ | Plus | OS 4 |
| En transition |
| Moins développées | OS 5 |
| Ultrapériphériques |
| 3 | | Priorité 3 | Non |  | FC | S.O. |  |
| 3 | | Priorité assistance technique | Oui |  |  |  | S.O. |
| .. | | Priorité spécifique «Emploi des jeunes» | Non |  | FSE+ |  |  |
|  | | ***Priorité spécifique «Garantie pour l’enfance»*** | ***Non*** |  | ***FSE+*** |  |  |
| .. | | Priorité spécifique «Recommandations par pays» | Non |  | FSE+ |  |  |
| .. | | Priorité spécifique «Actions innovatrices» | Non |  | FSE+ |  | OS 8 |
|  | | Priorité spécifique «Privation matérielle» | Non |  | FSE+ |  | OS 9 |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>109</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe V –point 2.1 - tableau</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission |
| Cette priorité concerne spécifiquement une recommandation pertinente par pays |
| Cette priorité concerne spécifiquement l’emploi des jeunes |
| Cette priorité concerne spécifiquement les actions innovatrices |
| Cette priorité concerne spécifiquement la privation matérielle |
|  |
| Amendement |
| Cette priorité concerne spécifiquement une recommandation pertinente par pays |
| Cette priorité concerne spécifiquement l’emploi des jeunes |
| ***Cette priorité concerne spécifiquement la garantie pour l’enfance*** |
| Cette priorité concerne spécifiquement les actions innovatrices |
| Cette priorité concerne spécifiquement la privation matérielle |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>110</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe V – point 2.1.1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.1.1. Objectif spécifique54 (objectif ***«Emploi*** et ***croissance»***) ou domaine de soutien (FEAMP) – répété pour chaque objectif spécifique ou domaine de soutien retenu, pour les priorités autres que l’assistance technique | 2.1.1. Objectif spécifique54 (objectif ***«Investissement pour l’emploi, la croissance, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»***) ou domaine de soutien (FEAMP) – répété pour chaque objectif spécifique ou domaine de soutien retenu, pour les priorités autres que l’assistance technique |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 54 Sauf objectif spécifique énoncé à l’article 4, paragraphe 1, point c) vii), du règlement FSE+. | 54 Sauf objectif spécifique énoncé à l’article 4, paragraphe 1, point c) vii), du règlement FSE+. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>111</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>**Annexe V –point 3 - tableau 15**</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Catégorie de régions | Volet 1 | Volet 2 | Volet 3 | Volet 4 | Volet 5 | Montant |
|  |  | a) | b) | c) | d) | e) | f)=a)+b)+c)+d)+e)) |
| FEDER | Plus développées |  |  |  |  |  |  |
| Moins développées |  |  |  |  |  |  |
| En transition |  |  |  |  |  |  |
| Ultrapériphériques et septentrionales à faible densité de population |  |  |  |  |  |  |
| ***FSE+*** | ***Plus développées*** |  |  |  |  |  |  |
| ***Moins développées*** |  |  |  |  |  |  |
| ***En transition*** |  |  |  |  |  |  |
| ***Ultrapériphériques*** |  |  |  |  |  |  |
| FC |  |  |  |  |  |  |  |
| FEAMP |  |  |  |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
|  |
| Amendement |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | Catégorie de régions | Volet 1 | Volet 2 | Volet 3 | Volet 4 | Volet 5 | Montant |
|  |  |  | a) | b) | c) | d) | e) | f)=a)+b)+c)+d)+e)) |
| FEDER |  | Plus développées |  |  |  |  |  |  |
|  | Moins développées |  |  |  |  |  |  |
|  | En transition |  |  |  |  |  |  |
|  | Ultrapériphériques et septentrionales à faible densité de population |  |  |  |  |  |  |
| FC |  |  |  |  |  |  |  |  |
| FEAMP |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |  |  |  |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>112</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe V – point 3.2 – alinéa 2 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Objectif ***«Emploi*** et ***croissance»*** | Objectif ***«Investissement pour l’emploi, la croissance, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>113</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe XXII – intertitre 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Méthode de détermination des montants alloués pour les régions les moins développées éligibles au titre de l’objectif «Investissement pour la croissance et ***l’emploi»*** - article 102, paragraphe 2, point a) | Méthode de détermination des montants alloués pour les régions les moins développées éligibles au titre de l’objectif «Investissement pour ***l’emploi,*** la croissance***, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»*** - article 102, paragraphe 2, point a) |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>114</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe XXII – intertitre 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Méthode de détermination des montants alloués pour les régions en transition éligibles au titre de l’objectif «Investissement pour la croissance et ***l’emploi»*** - article 102, paragraphe 2, point b) | Méthode de détermination des montants alloués pour les régions en transition éligibles au titre de l’objectif «Investissement pour ***l’emploi,*** la croissance***, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»*** - article 102, paragraphe 2, point b) |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>115</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe XXII – intertitre 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Méthode de détermination des montants alloués pour les régions les plus développées éligibles au titre de l’objectif «Investissement pour la croissance et ***l’emploi»*** - article 102, paragraphe 2, point c) | Méthode de détermination des montants alloués pour les régions les plus développées éligibles au titre de l’objectif «Investissement pour ***l’emploi,*** la croissance***, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»*** - article 102, paragraphe 2, point c) |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>116</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe XXII – point 14</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 14. Pour toutes les régions qui étaient classées comme régions les moins développées pour la période de programmation 2014-2020, mais dont le PIB par habitant est supérieur à 75 % de la moyenne de l’UE-27, le niveau minimal annuel de soutien au titre de l’objectif «Investissement pour la croissance et ***l’emploi»*** correspondra à 60 % de leur précédente dotation annuelle indicative moyenne au titre de l’objectif «Investissement pour la croissance et l’emploi», calculée par la Commission à l’intérieur du cadre financier pluriannuel 2014-2020. | 14. Pour toutes les régions qui étaient classées comme régions les moins développées pour la période de programmation 2014-2020, mais dont le PIB par habitant est supérieur à 75 % de la moyenne de l’UE-27, le niveau minimal annuel de soutien au titre de l’objectif «Investissement pour ***l’emploi,*** la croissance***, l’inclusion sociale*** et ***la convergence ascendante»*** correspondra à 60 % de leur précédente dotation annuelle indicative moyenne au titre de l’objectif «Investissement pour la croissance et l’emploi», calculée par la Commission à l’intérieur du cadre financier pluriannuel 2014-2020. |

</Amend>

</RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l’instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas | | | |
| **Références** | COM(2018)0375 – C8-0230/2018 – 2018/0196(COD) | | | |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | REGI  11.6.2018 |  |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | EMPL  11.6.2018 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Agnes Jongerius  28.6.2018 | | | |
| **Examen en commission** | 24.9.2018 |  |  |  |
| **Date de l’adoption** | 27.11.2018 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 22  18  1 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | David Casa, Ole Christensen, Michael Detjen, Lampros Fountoulis, Elena Gentile, Marian Harkin, Czesław Hoc, Danuta Jazłowiecka, Agnes Jongerius, Jan Keller, Ádám Kósa, Jean Lambert, Jérôme Lavrilleux, Patrick Le Hyaric, Jeroen Lenaers, Verónica Lope Fontagné, Javi López, Dominique Martin, Joëlle Mélin, Miroslavs Mitrofanovs, Elisabeth Morin-Chartier, Emilian Pavel, Georgi Pirinski, Sofia Ribeiro, Robert Rochefort, Claude Rolin, Siôn Simon, Romana Tomc, Yana Toom, Marita Ulvskog, Renate Weber | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Maria Arena, Georges Bach, Amjad Bashir, Tania González Peñas, Krzysztof Hetman, António Marinho e Pinto, Tamás Meszerics, Michaela Šojdrová, Tom Vandenkendelaere, Flavio Zanonato | | | |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL  
EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **22** | **+** |
| GUE/NGL  PPE  S&D  VERTS/ALE | Tania González Peñas, Patrick Le Hyaric  Georges Bach, Jérôme Lavrilleux, Elisabeth Morin-Chartier, Claude Rolin, Tom Vandenkendelaere  Maria Arena, Ole Christensen, Michael Detjen, Elena Gentile, Agnes Jongerius, Jan Keller, Javi López, Emilian Pavel, Georgi Pirinski, Siôn Simon, Marita Ulvskog, Flavio Zanonato  Jean Lambert, Tamás Meszerics, Miroslavs Mitrofanovs |

|  |  |
| --- | --- |
| **18** | **-** |
| ALDE  ECR  ENF  NI  PPE | Marian Harkin, António Marinho e Pinto, Robert Rochefort, Yana Toom, Renate Weber  Amjad Bashir  Joëlle Mélin, Dominique Martin  Lampros Fountoulis  David Casa, Krzysztof Hetman, Danuta Jazłowiecka, Ádám Kósa, Jeroen Lenaers, Verónica Lope Fontagné, Sofia Ribeiro, Michaela Šojdrová, Romana Tomc |

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | **0** |
| ECR | Czesław Hoc |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention

1. [1] FC, FEAMP, FEDER, FSE+, FAMI, IGFV et FSI. [↑](#footnote-ref-1)